

L'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN FACE AUX RISQUES LIÉS À LA MER ET AUX INONDATIONS

17 DÉCEMBRE 2025

Jean-François Brunet, premier conseiller, CRC Occitanie

Alain Le Bris, premier conseiller, CRC Occitanie



Thème : analyser la prise en compte par les acteurs locaux (collectivités principalement, mais aussi les rapports entre CL et les services déconcentrés de l'État) des risques liés à la mer et aux inondations dans l'aménagement du littoral méditerranéen

Définition RPT de l'aménagement du littoral	Définition RPT des risques littoraux
<p>Ensemble des politiques mise en œuvre pour encadrer ou infléchir les évolutions du territoire littoral</p>	<p>Le risque est la conjugaison d'un aléa et d'un enjeu soit la probabilité d'occurrence de dommages compte tenu de l'intensité des aléas et de la vulnérabilité des enjeux exposés</p> <ul style="list-style-type: none">- inondation par débordement- inondation par ruissellement- Submersion marine- Tsunamis
<p>La Cour considère que le traitement des risques littoraux méditerranéens nécessite une approche globale et, là où les risques inondations et érosion côtière interagissent, la mise en œuvre d'actions cohérentes.</p>	<p>Elle inclut, pour les besoins de l'enquête, les effets de la mobilité du trait de côte, aggravés par les conséquences attendues du changement climatique.</p>
<p>Elle émet 7 recommandations.</p>	



Question 1 : Le littoral méditerranéen fait souvent la Une de l'actualité frappé par des phénomènes climatiques, évènements cévenols ou méditerranéens, inondations, communes du littoral qui demandent l'état de catastrophes naturelles ... Le RPT souligne t'il cette dimension. Est-ce à dire que ce littoral se démarque ? Est-il particulièrement vulnérable ?

Question 2 : Quels constats en matière de connaissance des risques, la perception de la menace, d'informations disponibles ? La Cour identifie t'elle des leviers d'actions qui pourraient être davantage mobilisés ?

Question 3 : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral?

Question 4 : Une estimation du coût est-elle possible ? Quelles sont les sources de financement identifiables? Qui va payer ?

Travaux restitués, 29 entretiens (ministères, associations, institutions, experts ...) et 28 contrôles des comptes et de la gestion. Le rapport s'est appuyé sur l'analyse des comptes de gestion des communes et EPCI du littoral méditerranéen afin d'en donner une vision consolidée. Il s'appuie aussi sur les travaux du CEREMA publiés en février 2024 sur la valeur foncière des biens exposés à l'érosion du trait de côte.



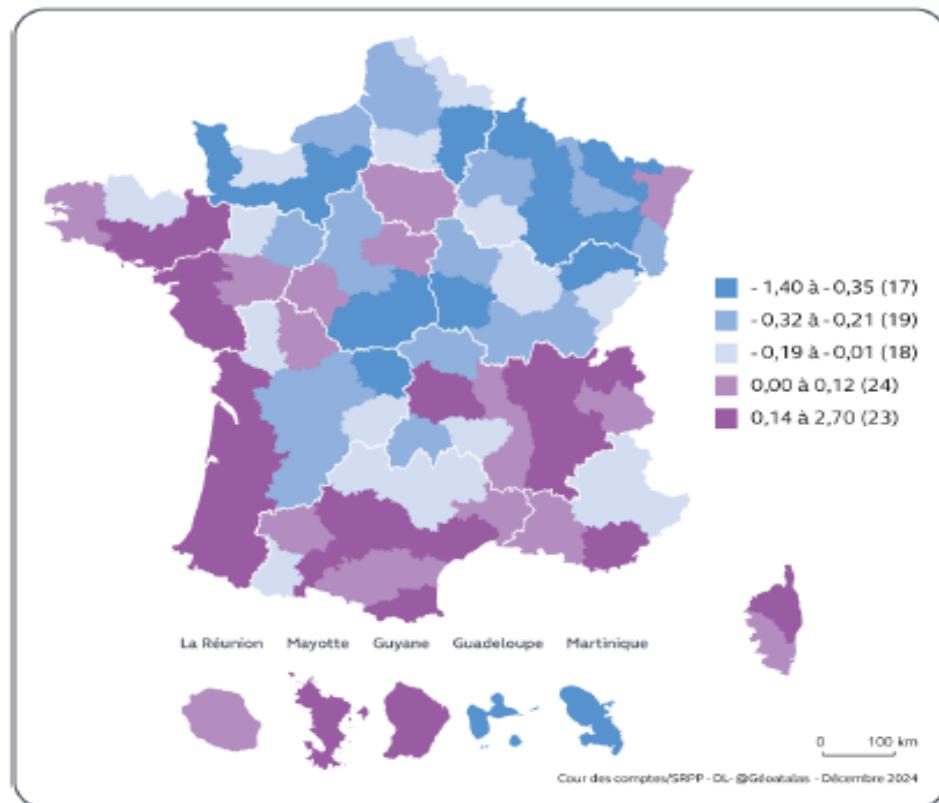
Question 1 : Le littoral méditerranéen fait souvent la Une de l'actualité frappé par des phénomènes climatiques, évènements cévenols ou méditerranéens, inondations, communes du littoral qui demandent l'état de catastrophes naturelles ... Le RPT souligne t'il cette dimension. Est-ce à dire que ce littoral se démarque ? Est-il particulièrement vulnérable ?

- 1- Le littoral méditerranéen est attractif et accentue le processus de concentration des populations et des activités humaines
- 2- Le littoral concentre les risques et apparaît particulièrement vulnérable
- 3- Une exposition aux risques qui s'aggrave avec l'augmentation des températures du bassin méditerranéen

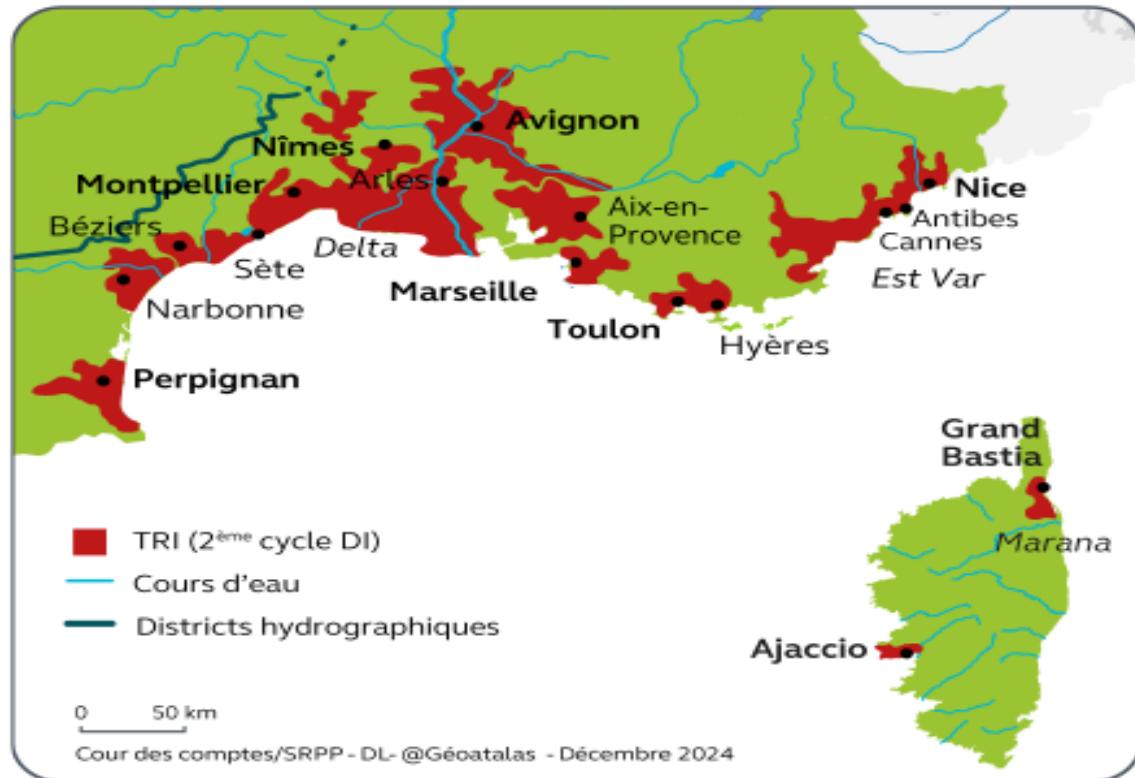


- 1- Le littoral méditerranéen est attractif et accentue le processus de concentration des populations et des activités humaines
- 2- Le littoral concentre les risques et apparaît particulièrement vulnérable

Carte n° 1 : taux d'évolution annuelle de la population projetée entre 2018 et 2070 (en %)



Carte n° 3 : territoires à risques importants d'inondation

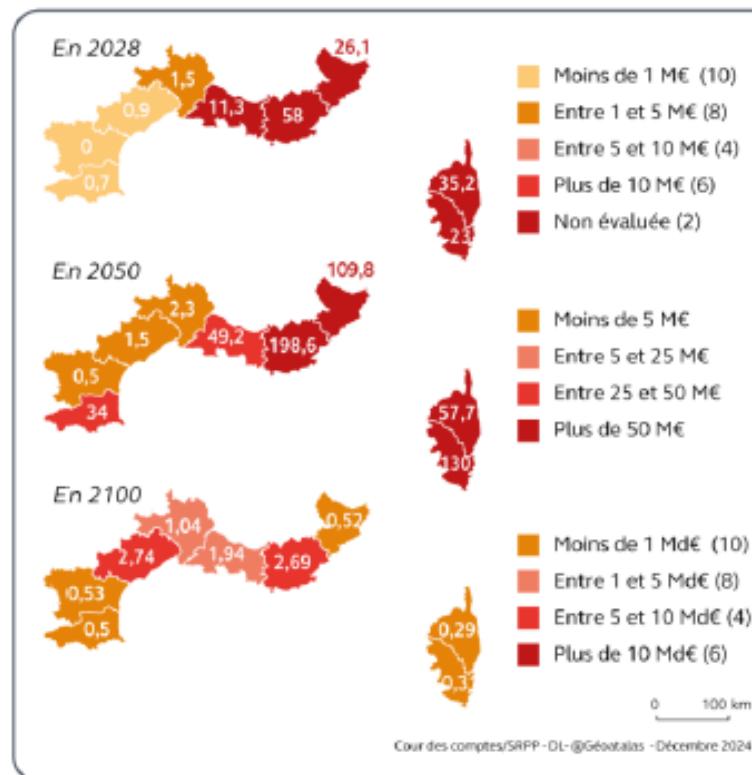


Source : Cour des comptes d'après les données de la direction de la prévention des risques (DGPR)



3- Une exposition aux risques qui s'aggrave avec l'augmentation des températures du bassin méditerranéen

Carte n° 2 : estimation de la valeur vénale des bâtiments (M€)
par département en 2028, des logements en 2050 et en 2100
suite à projection du trait de côte



Source : Cour des comptes d'après données de Cerema, études sur la projection du trait de côte et analyse des enjeux au niveau national, à 2028, horizons 2050 et 2100



Question 2 : Quels constats en matière de connaissance des risques, la perception de la menace, d'informations disponibles ? La Cour identifie t'elle des leviers d'actions qui pourraient être davantage mobilisés ?

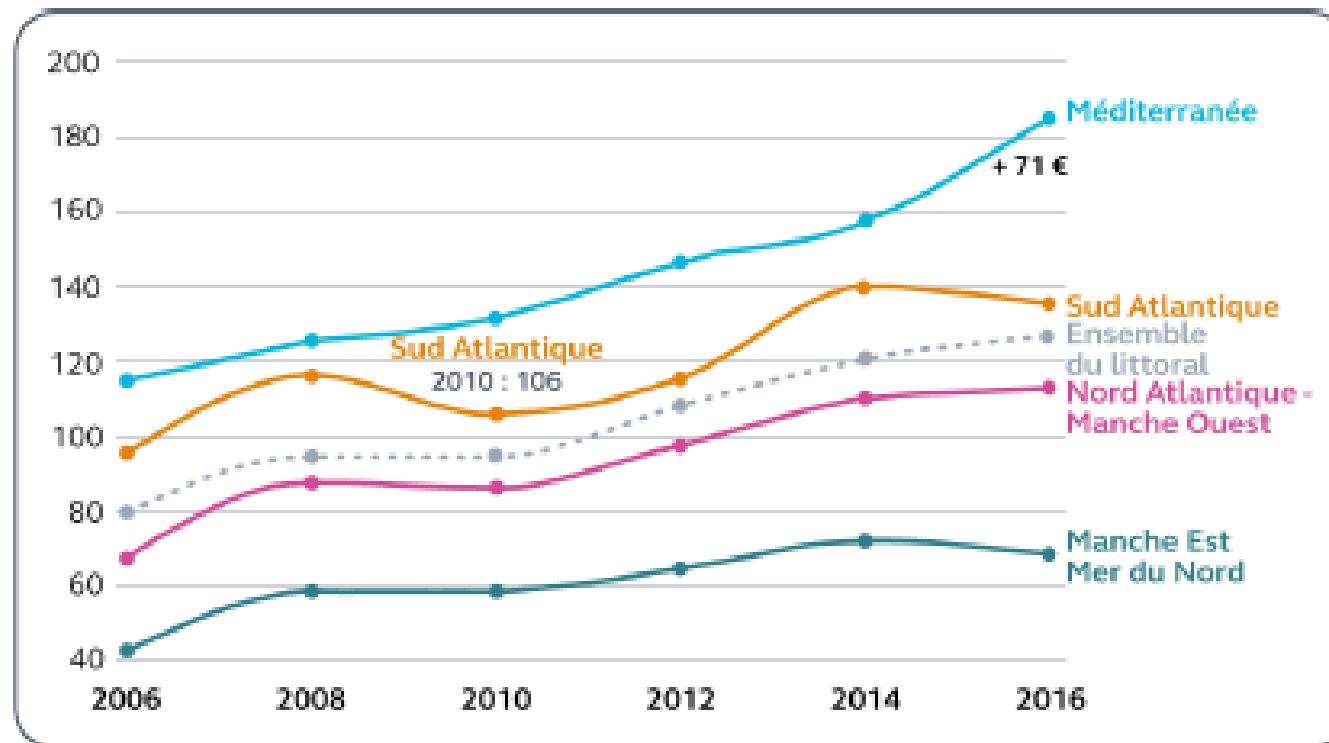
- 1- Les constats
- 2- Quelques chiffres
- 3- Une orientation forte : Ne plus fermer les yeux et prendre la pleine mesure des conséquences de la vulnérabilité alors que le système assurantiel sera dans l'impossibilité de faire face aux demandes de réparation

Question 2 : Quels constats en matière de connaissance des risques, la perception de la menace, d'informations disponibles ? La Cour identifie t'elle des leviers d'actions qui pourraient être davantage mobilisés ?

- 1- Les constats
- 2- Quelques chiffres
- 3- Une orientation forte : Ne plus fermer les yeux et prendre la pleine mesure des conséquences de la vulnérabilité alors que le système assurantiel sera dans l'impossibilité de faire face aux demandes de réparation



Figure 1 : prix au m²
des terrains par façade maritime



Source : SDES, EPTB 2006-2016, traitements SDES



- 3- Une orientation forte : prendre la pleine mesure des conséquences de la vulnérabilité alors que le système assurantiel sera dans l'impossibilité de faire face aux demandes de réparation

À 5 ans	En 2050	En 2100
156 M€	559 M€	11,4 Mds€
95 M€ en région Provence-Alpes-Côte d'Azur - principalement dans le Var-, 3,1 M€ en Occitanie et 58 M€ en Corse	Principalement concentrée dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (320 M€) et Corse (197 M€), Occitanie (42 M€)	5,8 Md€ pour Provence-Alpes-Côte d'Azur, 5 Md€ pour l'Occitanie et 688 M€ pour la Corse

Conséquence de la montée des eaux sur l'arc méditerranéen (valeur des biens soumis aux risques littoraux) Coût de la sinistralité



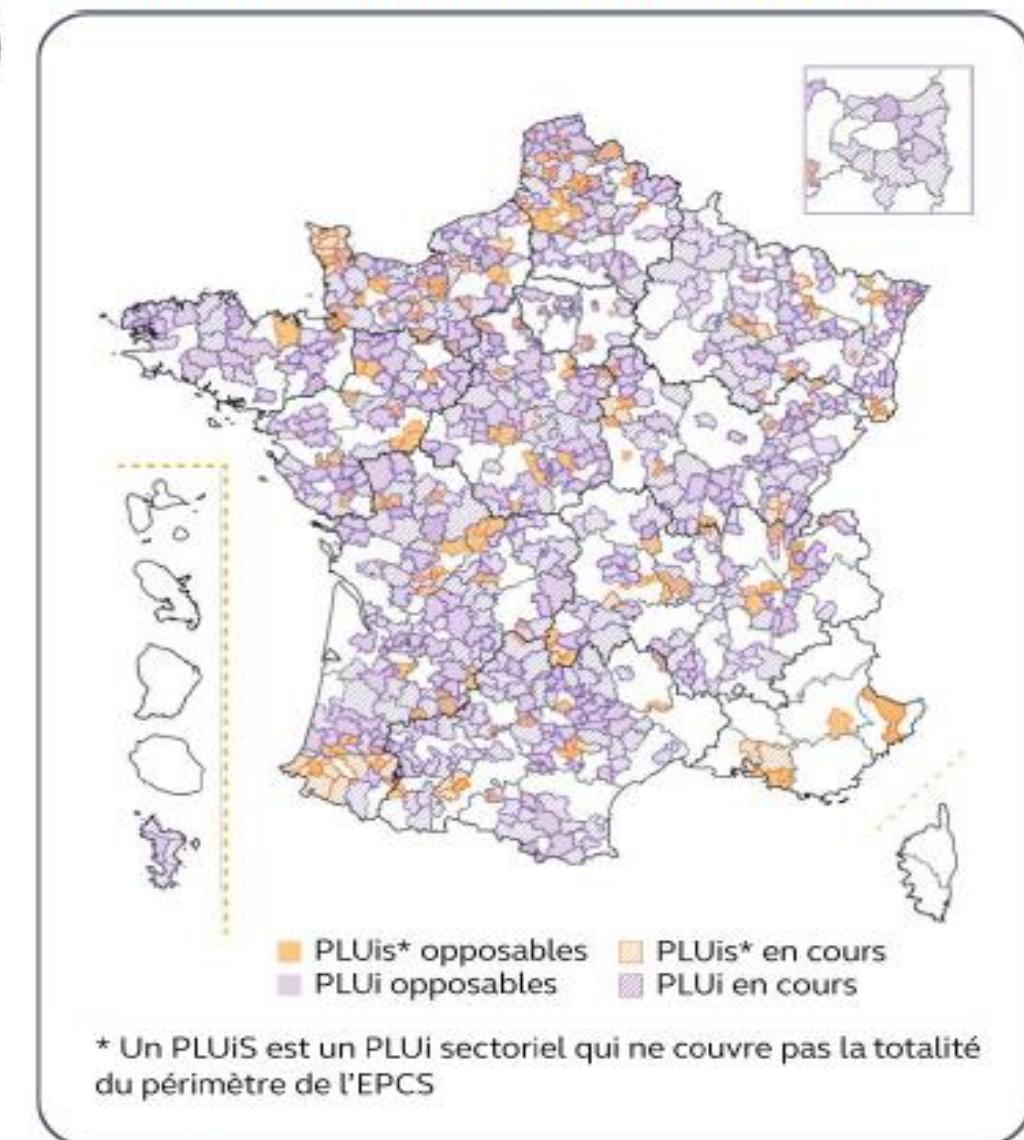
Question 3 : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral
- 3- Le levier du projet partenarial d'aménagement



Question 3 : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral



Source : DGALN, site data.gouv.fr



Question 3 (1) : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral

Tableau 3 : communes du littoral méditerranéen inscrites dans le décret liste du 29 avril 2022 modifié par décret n° 2024-531 du 10 juin 2024

Région	Département	Code INSEE	Commune
	Corse-du-Sud	2B009 2B033 2B037 2B042 2B077 2B087 2B148 2B307 2B311 2B320 2B335	Aléria Bastia Biguglia Borgo Castellare-di-Casinca Cervione Lucciana Santa-Lucia-di-Moriani Santa-Maria-Poggio Tallone Valle-di-Campoloro
Corse	Haute-Corse		

Région	Département	Code INSEE	Commune
Occitanie	Aude	11145 34108 34154 34301 34332 34337	Fleury Frontignan Mauguio Sète Vias Villeneuve-lès-Maguelone
	Hérault	66053 66212	Collioure Torreilles
	Pyrénées-Orientales	6004 6059	Antibes Èze
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	13004 13022 13028 13055 13077 13104	Arles Cassis La Ciotat Marseille Port-de-Bouc Sausset-les-Pins
	Bouches-du-Rhône	83009 83019 83036 83042 83048 83065	Bandol Bonnes-les-Mimosas Cavalaire-sur-Mer Cogolin La Croix-Valmer Gassin
	Var	83068 83070 83071 83101 83112 83115 83119 83123 83152	Grimaud Le Lavandou La Londe-les-Maures Ramatuelle Saint-Cyr-sur-Mer Sainte-Maxime Saint-Tropez Sanary-sur-Mer Rayol-Canadel-sur-Mer



Tableau 4 : communes non inscrites dans le décret n°2024-531 du 10 juin 2024 et qui ne disposent pas non plus d'un plan de prévention des risques littoraux (PPRL)

Question 3 (2) : Du point de vue des juridictions financières comment faudrait-il organiser l'action publique locale dans les politiques d'aménagement du littoral ?

- 1- Une démarche qui se veut « volontariste »
- 2- La problématique de l'échelle pertinent de la planification de l'aménagement du littoral

Régions	Département	Communes
Corse	Haute-Corse	San Nicolao Linguizzetta
	Corse-du-Sud	Bonifacio Appietto Sari-Solenzara Casaglione
		Le Barcarès
		Saint Jean-Cap-Ferrat Vallauris
		Saint-Laurent-du-Var Théoule-sur-Mer Cap d'Ail Cannes
Provence Alpes Côtes d'Azur	Alpes-Maritimes	Hyères Toulon Saint Raphael



Question 4 : Quel coût ? Quelles sources de financement ?

- 1- La question de la « hauteur » du mur d'investissement
- 2- Se préparer à des scénarios pour diminuer la vulnérabilité et ...
- 3- Travailler à des solutions de financement adaptées aux réponses mises en œuvre
- Occupant du littoral : Entretien et restauration
- Gemapien : Prévention et protection
- Filiales foncières dédiées : Recomposition spatiale

Tableau 2 : bâtiments et campings qui pourraient être atteints par le recul du trait de côte (projections à 2050 et 2100)

	2050				
	Logements		Locaux activités		Campings
	Nombre	Valeur (en M€)	Nombre	Valeur en (M€)	Nombre
<i>Total Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>	868	247,7	464	73,3	9
<i>Total Occitanie</i>	306	38,2	39	2,0	11
<i>Total Corse</i>	837	187,7	169	10,2	3
<i>Total Méditerranée</i>	2 011	473,6	672	85,4	23
<i>Total France Métropolitaine</i>	4 018	934,3	1 088	100,2	117
2100					
	Logements		Locaux activités		Campings
	Nombre	Valeur (en M€)	Nombre	Valeur	Nombre
<i>Total Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>	22 189	5 152,2	4 438	707,2	49
<i>Total Occitanie</i>	30 007	4 822,0	2 017	204,2	138
<i>Total Corse</i>	3 101	607,5	657	80,1	28
<i>Total Méditerranée</i>	55 297	10 581,7	7 112	991,5	215
<i>Total France Métropolitaine</i>	429 356	84 280,0	53 158	7 056,7	979

Source : rapport d'étude « Projection du trait de côte et analyse des enjeux au niveau national » du Cemera de février 2024